



Cahier des charges

(21098) 104

QRM-22

La présente procédure se conforme à la loi fédérale sur les marchés publics (LMP). Par conséquent, toute communication entre les soumissionnaires et le service demandeur est interdite durant la procédure. Pour tout renseignement, veuillez vous adresser exclusivement au service Marchés publics de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL).

Table des matières

1	Définitions et abréviations	3
2	Introduction, but du présent document.....	4
3	Contexte et description de l'objet du marché.....	5
3.1	Contexte	5
3.2	Objet du marché	5
4	Exigences impératives: conditions de participation, critères d'aptitude et spécifications techniques.....	8
4.1	Exigences impératives.....	8
4.2	Renseignements sur le soumissionnaire.....	8
4.3	Respect des exigences impératives	8
5	Critères d'adjudication (CAAd)	9
5.1	Vue d'ensemble	9
5.2	Respect du catalogue des exigences.....	9
5.3	CAAd « Audition » : déroulement.....	10
6	Évaluation	11
6.1	Phases de l'évaluation.....	11
6.2	Méthode d'évaluation	11
6.3	Évaluation des CAAd « Qualité » et « Audition »	11
6.4	Évaluation des prix et des coûts.....	12
7	Structure et contenu de l'offre.....	13
7.1	Généralités	13
7.2	Structure de l'offre	13
8	Dispositions spéciales	15
9	Aspects administratifs	16
9.1	Adjudicateur.....	16
9.2	Objet du marché	17
9.3	Conditions.....	18
9.4	Autres informations.....	19
10	Annexes	20
10.1	Annexes référencées (A01 à A08)	20

1 Définitions et abréviations

Pour faciliter la lecture du présent document, la forme générique est utilisée pour désigner les deux sexes.

Terme / abréviation	Signification
Administration fédérale	Administration fédérale suisse Le Conseil fédéral admin.ch - Page d'accueil
CAd	Critère d'adjudication
CAP	Critères d'aptitude
ChF	Chancellerie fédérale suisse Chancellerie fédérale - Page d'accueil (admin.ch)
CECR	Cadre européen commun de référence pour les langues Cadre européen commun de référence pour les langues : apprendre, enseigner, évaluer (CECR) (coe.int)
CG	Conditions générales de la Confédération pour les services informatiques CG pour les services informatiques
CP	Conditions de participation (à remplir obligatoirement)
GP	Gestion de projet
HERMES 5	Méthode de gestion de projets pour organisations des secteurs public et privé https://www.hermes.admin.ch/fr/me (admin.ch)
IPMA	Certification internationale dans le domaine de la gestion, niveaux A à D
TIC	Technologies de l'information et de la communication
LMP	Loi fédérale sur les marchés publics (RS 172.056.1)
Mini-Tender (MTM)	mini-appel d'offres : procédure entièrement électronique de mise au concours de prestations fixées dans le contrat-cadre entre les services demandeurs et les adjudicataires de l'appel d'offres OMC.
OFCL	Office fédéral des constructions et de la logistique
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMP	Ordonnance sur les marchés publics (RS 172.056.11)
Service d'achat	Une unité centrale compétente conformément à l'Org-OMP (ici: OFCL)
GQR	Soutien externe de l'adjudicateur pendant une période définie dans le domaine de la gestion de la qualité et des risques
SAFe	Le Scaled Agile Framework® est un ensemble de principes, processus et meilleures pratiques qui aident les organisations à adopter des méthodes agiles, telles que SCRUM, pour développer rapidement des produits et des services de meilleure qualité
SCRUM	Méthode agile de gestion et de développement de projet ou de produit
Service demandeur	Unité d'organisation de la Confédération au profit de laquelle l'acquisition est effectuée
SEFRI	Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home.html
simap	Système d'information sur les marchés publics en Suisse (simap.ch)
ST	Spécification technique, à remplir obligatoirement
TNI	Secteur Transformation numérique et gouvernance de l'informatique au sein de la ChF Secteur TNI (admin.ch)
TÜV SÜD	Organe de certification HERMES https://www.tuvsud.com/de-ch

Tableau 1 : liste des abréviations

2 Introduction, but du présent document

Le présent cahier des charges écrit les buts que le marché faisant l'objet de la présente procédure d'adjudication doit permettre d'atteindre. Il règle la procédure et la forme sous laquelle l'offre doit être remise et constitue, avec les conditions générales de la Confédération ([CG](#)), la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics ([LMP; RS 172.056.1](#)) et l'ordonnance du 12 février 2020 sur les marchés publics ([OMP; RS 172.056.11](#)), la base de la présente procédure.

La procédure se fonde sur les dispositions de la loi applicables aux marchés soumis aux accords internationaux.

3 Contexte et description de l'objet du marché

3.1 Contexte

La gestion de la qualité et des risques (GQR) permet, au moyen de concepts, d'analyses et d'auditions adaptés, de mesures concrètes et d'outils auxiliaires, d'assurer la qualité de l'organisation de projet et des résultats, d'exploiter les opportunités et de minimiser les risques. La GQR contribue considérablement à la réalisation efficace des objectifs des phases de projet et d'exploitation et soutien l'adjudicateur par une évaluation indépendante du projet.

Les évaluations de projet (auditions) sont des examens uniques ou réguliers, prédéfinis méthodologiquement ou individuellement, menés sous la direction d'experts indépendants. Ceux-ci, avec les personnes clés de l'organisation de projet, évaluent l'avancement du projet et de son environnement. Le projet à examiner comprend des éléments de HERMES 5.1 et des méthodes telles que SCRUM et SAFe.

3.2 Objet du marché

Le présent appel d'offres « 21098 QRM-22 » reprend les exigences actuelles des nombreux projets de la Confédération en matière de GQR et fait suite à deux appels d'offres précédents, datant de 2015 et de 2018. Il vise à évaluer des prestataires qualifiés dans le domaine de la gestion de la qualité et des risques pour les grands projets informatiques et les projets informatiques clés ainsi que pour les projets d'importance stratégique ou d'autres grands projets de la Confédération. Les prestataires externes doivent être en mesure d'exécuter de manière autonome et neutre les tâches de la gestion de la qualité et des risques, y compris des analyses approfondies, dans le projet attribué et de rendre compte directement à l'adjudicateur concerné et de manière appropriée à d'autres groupes-cibles.

Après la conclusion du contrat-cadre, les **10 adjudicataires du présent appel d'offres OMC** seront invités par voie électronique à soumettre une offre pour les marchés subséquents directement par le service demandeur (mini-tenders). Les soumissionnaires sont aussi informés de l'adjudication des mini-tenders par voie électronique. Les mandats sont ensuite attribués directement par les unités du service demandeur responsables du projet. Les adjudicataires du présent appel d'offres OMC ne peuvent faire une offre concernant un mini-tender lié (ch. 5.2 du contrat-cadre) que s'ils ne participent pas déjà au projet à examiner. L'apparence de la préimplication conduit à l'exclusion de la procédure de mini-tender.

L'allemand est la langue de la procédure officielle du présent appel d'offres OMC. En cas de divergence d'interprétation fondée sur la traduction française, seuls les documents originaux en allemand font foi.

Important : la langue des mini-tenders et pour l'essentiel l'allemand. Les soumissionnaires doivent apporter la preuve qu'eux-mêmes et leurs éventuels sous-traitants possèdent les connaissances linguistiques nécessaires pour fournir les prestations requises en Suisse allemande et/ou en Suisse romande.

Les tâches principales du présent appel d'offres sont présentées ci-après. Les aptitudes nécessaires sont définies dans le catalogue des exigences.

Désignation	Gestion de la qualité et des risques (GQR): La GQR soutient l'organisation de programme et de projet, en particulier l'adjudicateur, en évaluant le projet de manière systématique et indépendante. La GQR évalue l'état actuel du projet, estime les chances et les risques et propose des mesures pour atteindre les objectifs du projet et du produit. La GQR peut se présenter sous différentes formes (audit standardisé, analyses détaillées, compte rendu exhaustif comprenant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des mesures recommandées). La GQR assume la responsabilité qui lui est attribuée dans le projet.
-------------	--

Description	<p>Les prestations GQR soutiennent l'organisation du programme et du projet dans le pilotage et la conduite de projets complexes en fournissant une évaluation indépendante. Les mesures qu'un prestataire expérimenté doit développer dans le cadre d'examens périodiques contribuent à la réalisation des objectifs du projet et du produit. Grâce au travail fourni par un prestataire neutre, indépendant et expérimenté, l'adjudicateur bénéficie d'un regard extérieur sur son projet. Les prestataires doivent disposer d'une expérience et de connaissances approfondies dans la gestion de projet, de crise et des risques et fournir la preuve qu'ils ont fourni avec succès des prestations GQR dans des projets d'organisations comparables. Le cas échéant, les adjudicataires doivent effectuer des analyses approfondies et également développer et mettre en œuvre des mesures. Ces tâches peuvent aller de l'affinement des exigences à l'évaluation de l'utilité pour l'utilisateur final. Les tâches de gestion des risques et de vérification de la conformité peuvent, le cas échéant, nécessiter une collaboration avec le système de contrôle interne et la révision.</p>
Responsabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer le respect des prescriptions de l'organisation permanente • Évaluer la procédure et les résultats de la gestion de programme et de projet, de l'organisation de programme et de projet et de la collaboration au sein des projets • Évaluer l'ensemble des processus de pilotage, de conduite et de déroulement chez tous les partenaires des programmes et des projets • Évaluer les résultats, le développement, les pronostics, les chances et les risques • Formuler des recommandations concrètes et réalisables concernant les mesures relatives aux chances et aux risques, au moyen de comptes rendus transparents et traçables • Le cas échéant, ne pas se limiter à réunir les informations nécessaires à l'évaluation mais soutenir activement les efforts des projets visant à optimiser la GQR (révision et suivi)

Tableau 2: description des prestations requises

3.2.1 Vue d'ensemble des prestations en francs suisses, hors TVA

Nombre d'adjudicataires	Désignation de la prestation	Valeur mandat de base (CHF)	Valeur maximale options (CHF)	Valeur maximale totale (CHF)
10	Gestion de la qualité et des risques de l'adjudication jusqu'à la fin 2026	0.--	20 000 000.--	20 000 000.--

Tableau 3: volume des prestations requises du projet d'acquisition (en CHF)

La valeur indiquée dans le tableau correspond à un volume estimé sur la base de l'expérience.

3.2.2 Mandat de base

Aucun

3.2.3 Options

Le volume des prestations dépend de la durée des projets (interventions brèves ou de plusieurs années), de leur complexité (projets simples ou programmes étendus) et de la finalité de la prestation (contrôles avant la libération d'une phase ou analyses approfondies récurrentes pendant toute la durée du projet).

3.2.4 Commande des options

Le volume indiqué dans le tableau concernant le volume des prestations requises est une estimation fondée sur l'expérience. La commande du volume mentionné n'est pas garantie, le soumissionnaire ne peut faire valoir aucun droit à ce que le mandant mette au concours la totalité du volume. Le présent marché public OMC ne porte pas sur une quantité minimale de prestations, dans le cas concret, un mini-tender est toujours organisé entre les adjudicataires.

Étant donné que lors de l'adjudication il n'est pas possible de prévoir quel adjudicataire sera pris en considération pour une prestation, le montant maximal correspondant au volume de l'appel d'offres est convenu dans un contrat-cadre conclu avec les 10 adjudicataires. Ce volume est purement optionnel. La taille de la part de chaque partenaire au contrat-cadre à l'expiration du contrat dépend du nombre de demandes d'offres pour lequel chaque partenaire au contrat-cadre a pu être pris en considération.

Dès que la somme des contrats spécifiques atteint le volume maximal de l'appel d'offres OMC, les adjudicataires concernés sont informés par voie électronique. Il n'est donc plus possible d'obtenir d'autres commandes au moyen de ces contrats-cadres.

Le mandant peut commander la totalité des options, une partie d'entre elles ou aucune option.

Les mandataires répondent des prestations convenues dans le contrat spécifique. Les offres de location de services ou d'entreprises de location de services ne sont pas admises. Si de telles offres sont soumises, elles sont immédiatement exclues.

Le contrat-cadre règle d'une manière générale :

- les éléments essentiels de la collaboration,
- le processus de l'accord de prestations (objets à livrer, réception),
- la qualification minimale des collaborateurs du soumissionnaire prévus pour l'exécution des prestations,
- l'assurance de la qualité
- les tarifs horaires maximaux pour les prestations mises au concours,
- les prescriptions en matière de gestion des fournisseurs
- les mesures de résiliation du contrat

Un modèle de contrat-cadre est joint au présent appel d'offres (annexe A05).

Le processus de conclusion de l'accord de prestations dans la procédure de mini-tender est décrit au ch. 5.2 du contrat-cadre.

3.2.5 Évaluation des offres dans la procédure de mini-tender

Les critères définis comme obligatoires dans le présent appel d'offres OMC doivent dans tous les cas être remplis dans les mini-tenders. Les offres sont comparées et évaluées selon les critères généraux (Cg) mentionnés ci-dessous. Ceux-ci sont concrétisés dans les demandes d'offres.

N°	Désignation des critères généraux	Remarques
Cg1	Critères d'adjudication en lien avec la qualité et les prestations	Critères facultatifs, définis pour évaluer le volume et la qualité des prestations requises. Des références peuvent être demandées directement auprès de la personne habilitée à fournir des renseignements.
Cg2	Prix	Tarif horaire en francs suisses (hors TVA) pour les prestations requises
Cg3	Audition (facultative)	Après les présentations des soumissionnaires, des questions sont posées sur les offres et sur les points techniques. En cas de différences avec les indications figurant dans les offres écrites, l'évaluation est vérifiée et au besoin adaptée.

Cg4	Disponibilité	Selon calendrier
-----	---------------	------------------

Tableau 4: critères généraux (CG) pour l'adjudication des mini-tenders

Dépendance, préimplication et responsabilité

Les adjudicataires de l'appel d'offres OMC doivent renoncer à participer à une procédure de mini-tender spécifique, s'ils sont préimpliqués dans le projet concerné (programme, projet) ou si un conflit de rôles est à craindre.

4 Exigences impératives: conditions de participation, critères d'aptitude et spécifications techniques

4.1 Exigences impératives

Toutes les entreprises qui ont les capacités économiques et techniques nécessaires et qui remplissent les conditions de participation, les critères d'aptitude et les spécifications techniques suivants sont invitées à présenter une offre en francs suisses. Les prescriptions concernant la structure de l'offre et le catalogue des exigences sont décrites dans le présent cahier des charges et dans le formulaire de références.

Les preuves indiquées dans le catalogue des exigences doivent être confirmées et fournies intégralement, sans restriction ni modification, avec l'offre. Une copie des certificats et des diplômes obtenus dans une langue nationale suisse ou en anglais sera jointe à l'offre. Une traduction légalisée en allemand ou en français sera jointe aux certificats et diplômes établis dans une autre langue. Les preuves qui, selon le catalogue des exigences, ne doivent être fournies que sur demande devront parvenir à l'adjudicateur dans les 10 jours calendaires suivant la demande. Elles peuvent toutefois être jointes à l'offre. La preuve pratique de la qualification sera fournie au moyen du formulaire de références (annexe A03) dûment rempli.

4.2 Renseignements généraux sur le soumissionnaire

Les renseignements généraux sur le soumissionnaire doivent donner un aperçu des activités et de l'organisation de son entreprise. Ils seront limités à 8 pages A4 (12 pages s'il y a des sous-traitants). Ils ne seront pas évalués mais constitueront le **chapitre B01** de l'offre.

4.3 Respect des exigences impératives

Au moment du dépôt de son offre, le soumissionnaire doit prouver qu'il remplit dans leur intégralité et sans restriction ni modification les exigences impératives énumérées dans l'annexe A01 : conditions de participation (CP), critères d'aptitude (CAp) et spécifications techniques (ST). Dans le cas contraire, son offre ne sera pas prise en considération.

La preuve que les ST sont remplies peut être apportée par une personne différente pour chacune d'entre elles (y compris un sous-traitant s'il est clairement indiqué dans l'offre). Les soumissionnaires qui ne remplissent pas intégralement et sans réserve (la colonne « Remarques » du catalogue des exigences doit être vierge) les CP, CAp et ST sont exclus de la procédure. Est également exclu de la procédure le soumissionnaire qui fournit intentionnellement de fausses indications, ne fournit aucune indication ou fournit des indications ambiguës. Le service demandeur peut révoquer l'adjudication ou résilier le contrat si de fausses indications apparaissent *a posteriori*.

Le respect des conditions de participation, des critères d'aptitude et des spécifications techniques est évalué selon l'échelle suivante :

Échelle d'évaluation des critères obligatoires CP, CAp et ST	
Réponse	Critère
Rempli	Le critère d'évaluation est rempli intégralement et prouvé de manière complète et sans équivoque : la colonne « Remarques » ne contient ni restriction ni refus

Non rempli	Le critère d'évaluation est rempli partiellement ou n'est pas rempli ou son respect est prouvé de manière qui prête à équivoque ou incorrecte
------------	---

Tableau 5: échelle dévaluation CP, CAp et ST

5 Critères d'adjudication (CAAd)

5.1 Vue d'ensemble

Les critères d'adjudication (CAAd) permettent d'évaluer les offres en leur attribuant un certain nombre de points. Les offres sont ensuite classées sur la base des points obtenus.

N°	Désignation des critères d'adjudication	Nombre max. de points et pondération en %	Remarques
CAAd01 - CAAd03	Critères d'adjudication liés à la qualité et aux prestations	6000 (60 %)	<p>Critères facultatifs, définis pour évaluer le volume et la qualité des prestations requises. Des références peuvent être demandées directement auprès de la personne habilitée à fournir des renseignements.</p> <p>Une référence peut être utilisée pour un ou plusieurs points à examiner d'un critère ou pour plusieurs critères.</p> <p>Les déclarations d'accord concernant les demandes de références ne doivent pas être jointes à l'offre.</p>
CAAd04	Prix	3100 (31 %)	Tarif horaire en francs suisses (hors TVA)
CAAd 05	Audition	900 (9 %)	<p>Après la présentation du représentant de l'entreprise, les 2 collaborateurs désignés du soumissionnaire traitent chacun 1 cas simple; ils présentent la solution oralement et en font un résumé par écrit. Au terme des présentations, les représentants de l'adjudicateur posent des questions.</p> <p>L'organisation pratique des auditions (en ligne ou présentielle) ou la renonciation à celles-ci dépend de la situation au moment de l'audition prévue.</p>

Tableau 6 : aperçu des critères d'adjudication

5.2 Respect du catalogue des exigences

Les exigences mentionnées dans les annexes A01 et A02 doivent être mentionnées de manière complète, détaillée et claire dans le formulaire de références A03. Les documents et les justificatifs doivent être joints à l'offre là lorsqu'ils sont demandés. Les références à d'autres documents du soumissionnaire dans l'annexe A03 ne sont pas autorisées et ne sont pas prises en compte dans l'évaluation. Les indications demandées dans l'annexe A03 ne doivent pas dépasser le nombre de pages maximum indiqué.

Les prestations en relation avec les projets de référence doivent avoir un rapport direct avec les prestations qui font l'objet du marché et permettre à l'adjudicateur de comparer le contenu et le volume des prestations et d'apprécier la complexité du projet.

Une référence peut être utilisée pour un ou plusieurs points à examiner d'un critère ou pour plusieurs critères selon ce que le soumissionnaire estime judicieux.

Important: le service d'achat se réserve le droit de contrôler l'exactitude du contenu des documents que le soumissionnaire joint à son offre. Si les indications fournies sont incompréhensibles ou non pertinentes ou si les données et documents exigés font défaut ou sont incomplets, cela peut entraîner une correction de l'évaluation.

Les déclarations d'accord concernant les demandes de références ne doivent pas être jointes à l'offre.

5.3 CAd « Audition » : déroulement

Les soumissionnaires soumis à une audition y sont invités en temps utile, mais au plus tôt 2 semaines après l'expiration du délai de remise des offres ; l'invitation contient les informations nécessaires. L'organisation de l'audition relève de l'appréciation du service demandeur. Seuls y sont invités les soumissionnaires qui remplissent intégralement les CP, les CAd et les ST et qui entrent encore en ligne de compte pour l'adjudication après l'évaluation des CAd. La préparation des offres et de l'audition ne donne droit à aucune indemnité. Il est prévu d'organiser l'audition dans les 4 à 8 semaines suivant la remise des offres.

Si le service demandeur décide d'organiser une audition, il est libre de la faire en présentiel à Berne (Suisse) ou par « Skype for Business » ou au moyen d'une autre application de son choix. Si l'audition a lieu à Berne, les soumissionnaires qui entrent en ligne de compte sont informés en temps utile du plan de protection en cas de pandémie. Si elle a lieu en ligne, les soumissionnaires doivent disposer de l'infrastructure informatique nécessaire. Les auditions sont menées en allemand ou en français.

Après que les 3 représentants du soumissionnaire se sont présentés, le « représentant de l'entreprise » du soumissionnaire expose pourquoi son entreprise est qualifiée pour fournir les prestations demandées. Le soumissionnaire choisit le collaborateur qui représente l'entreprise. Une présentation en format « MS PowerPoint for Windows », fournie auparavant, peut être utilisée comme moyen auxiliaire. Si la présentation a lieu sur place, l'adjudicateur met à disposition un ordinateur équipé de Microsoft Windows, Microsoft Office et d'Acrobat Reader, un grand écran ou un projecteur et un tableau à feuilles mobiles. La projection de films ou de vidéos sur les ordinateurs de la Confédération n'est pas garantie. En complément de sa présentation, le soumissionnaire peut distribuer 3 chemises au plus contenant sa documentation supplémentaire (prospectus, brochures, etc.). Ces documents ne sont pas pris en compte dans l'évaluation.

Les représentants du soumissionnaire sont limités à 3 (les 2 collaborateurs prévus pour exécuter les prestations, qui remplissent intégralement les ST du catalogue des exigences en annexe du présent cahier des charges, plus la personne chargée de présenter l'entreprise).

Les 2 collaborateurs qui participeront aux projets recevront chacun une petite étude de cas qu'ils présenteront en allemand ou en français, conformément au CAd05 de l'annexe A01 (preuve des connaissances linguistiques).

Il est prévu que l'audition se déroule selon le tableau ci-dessous. Les changements éventuels seront communiqués aux soumissionnaires au plus tard avec leur invitation.

N°	Contenu	Durée max. en minutes
1	<ul style="list-style-type: none">• Mot de bienvenue et remise des petites études de cas aux 2 collaborateurs désignés pour la préparation de la présentation	05 (tous)
2	<ul style="list-style-type: none">• Présentation de l'entreprise et des 2 collaborateurs du soumissionnaire participant à l'audition par le représentant de l'entreprise	10 (représentant de l'entreprise)
3	<ul style="list-style-type: none">• Présentation de l'étude de cas du 1^{er} collaborateur• Questions de l'équipe d'évaluation	05 (collaborateur 1) 10 (équipe)
4	<ul style="list-style-type: none">• Présentation de l'étude de cas du 2^e collaborateur• Questions de l'équipe d'évaluation	05 (collaborateur 2) 10 (équipe)
5	<ul style="list-style-type: none">• Réserve pour les imprévus (par ex. problèmes techniques),	10 (tous)

N°	Contenu	Durée max. en minutes
	départ des 3 participants du soumissionnaire	
	Total	55
6	Évaluation de l'audition par l'équipe d'évaluation	

Tableau 7: déroulement prévu de l'audition

6 Évaluation

6.1 Phases de l'évaluation

Les étapes suivantes aboutissent à la décision d'adjudication:

Étape	Description de l'activité
1	Publication de l'appel d'offres sur la plate-forme pour les marchés publics simap.ch
2	Ronde de questions-réponses sur la plate-forme simap.ch
3	Remise des offres
4	Ouverture de toutes les offres remises dans le délai imparti et établissement du procès-verbal
5	Examen et rectification es offres
6	Évaluation des offres et organisation éventuelle d'une audition
7	Décision d'adjudication aux soumissionnaires qui ont présenté les offres les plus avantageuses
8	Publication de l'adjudication sur la plate-forme simap.ch

Tableau 8 : aperçu des phases de l'évaluation jusqu'à l'adjudication

6.2 Méthode d'évaluation

6.2.1 Méthodes d'évaluation utilisées

Le respect des critères d'adjudication qualitatifs est évalué au moyen des méthodes suivantes.

6.3 Évaluation des CAd « Qualité » et « Audition »

La manière dont on évalue la mesure dans laquelle les critères d'adjudication sont remplis est indiquée pour chaque critère dans le catalogue des exigences (objets d'examen).

L'échelle suivante est utilisée pour évaluer si les critères d'adjudications sont remplis:

Méthode A

Remplit les exigences	Ne remplit pas les exigences
Nombre maximal de points (100 %)	Aucun point

Tableau 9: méthode A oui/non

Méthode B

Remplit totalement les exigences	Remplit pour l'essentiel les exigences	Remplit partiellement les exigences	Ne remplit pas les exigences ou ne les remplit que ponctuellement
Nombre maximal de points (100 %)	Deux tiers des points (67 %)	Un tiers des points (33 %)	Aucun point (0 %)

Tableau 10: méthode B (4 niveaux)

Les indications figurant dans l'offre sont intégrées dans le contrat. Leur respect est vérifié lors de chaque mini-tender. Leur inobservation peut être considérée comme une violation grave des obligations contractuelles.

6.4 Évaluation des prix et des coûts

L'évaluation porte sur le prix total de l'offre. L'offre dont le prix total est le plus bas obtient le nombre maximal de points. Le nombre de points est réduit de manière linéaire jusqu'à 0 point (limite inférieure) pour les offres dont le tarif horaire est supérieur ou égal à 75 % de l'offre valable la moins chère. Le respect du critère d'adjudication « Prix » est évalué comme suit :

Évaluation du CAd «Prix»	
Points	Calcul
Maximum	Offre présentant le tarif horaire le moins cher en francs suisses (hors TVA)
Répartition	Linéaire, réduite
0	Offres à partir de 175 % du tarif horaire valable le moins cher en francs suisses (hors TVA), soit 0 point pour les offres dont le tarif horaire est supérieur ou égal à 75 % de l'offre valable dont le tarif horaire est le moins cher

Tableau 11: méthode d'évaluation du prix

Critère du prix

L'évaluation porte sur le prix total des offres. Celui-ci est défini comme suit:

**Prix total de l'offre =
coûts des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (mandat de base + option)**

Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère **jusqu'à concurrence de 75 %** reçoivent un nombre de points supérieur à 0 (interpolation linéaire entre 100 % et 175 %).

Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère de 75 % ou plus obtiennent 0 point.

Lorsque le résultat du calcul effectué selon la formule ci-dessous est un nombre négatif, le nombre de points attribué est donc de 0 (pas de points négatifs).

Formule pour le calcul du prix:

$$\text{Points attribués} = M \times \frac{(P_{\max} - P)}{(P_{\max} - P_{\min})}$$

M = nombre maximal de points

P = prix de l'offre à évaluer

P_{min} = prix de l'offre admise la moins chère

P_{max} = prix pour lequel le nombre de points attribué est de 0 (P_{min} * 175 %)

Exemple de calcul:

M = 5000 points pour le prix

P_{min} = 100 000,00 CHF

P_{max} = 175 000,00 CHF (1,75 x 100 000,00)

Soumissionnaire A 100 000,00 CHF 5000 points

Soumissionnaire B 137 000,00 CHF 2500 points

Soumissionnaire C 175 000,00 CHF 0 point

Soumissionnaire D 250 000,00 CHF 0 point

7 Structure et contenu de l'offre

7.1 Généralités

Afin de garantir une évaluation rapide et équitable, le soumissionnaire doit impérativement présenter une offre qui respecte la structure suivante.

7.2 Structure de l'offre

Chapitre de l'offre	Désignation	Contenu
B00	Page de garde	Titre: (21098) 104 - QRM-22 Soumissionnaire: ... Date: 99.99.2021 Volume: 1 page
B01	Renseignements généraux sur le soumissionnaire	Indications concernant l'entreprise (siège, filiales et succursales, adresses, forme juridique, année de fondation, évolution du chiffre d'affaires et des effectifs pendant les 5 dernières années, position sur le marché et rôle dans le cadre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres). Si l'entreprise fait appel à des sous-traitants, il faut indiquer les données et les rôles de toutes les entreprises concernées. Volume: max. 8 pages A4 ou 12 pages A4 s'il y a des sous-traitants, voir aussi ch. 4.2 du cahier des charges.
B02	Catalogues des exigences A01 CP/CAP/ST et A02 CAd remplis	Les deux catalogues des exigences doivent être intégralement remplis et signés de manière juridiquement valable par le soumissionnaire et joints au présent chapitre.
B03	Formulaire de références A03 rempli	Le formulaire de références A03 annexé au dossier d'appel d'offres doit être intégralement rempli par le soumissionnaire et joint au présent chapitre.
B04	Formation tertiaire ST01	Preuves requises d'une formation tertiaire (diplôme de formation professionnelle supérieure et/ou d'une haute école et/ou d'une formation (CAS, DAS, MAS) ou études postdiplômes ES ou diplômes étrangers équivalents reconnus par le SEFRI) de 3 collaborateurs exactement, conformément au tableau du Système suisse de formation <ul style="list-style-type: none">(www.orientation.ch/dyn/show/2800) Les preuves sont valables pour une offre globale. Elles peuvent donc être fournies par le soumissionnaire et par ses sous-traitants. Les preuves relatives aux ST01, ST02 et CAP02 ne doivent pas forcément être fournies par les mêmes personnes de l'entreprise ou du sous-traitant. Reconnaissance de diplômes étrangers: www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/reconnaissance-de-diplomes-etrangers.html

Chapitre de l'offre	Désignation	Contenu
B05	Certificats HERMES ST02	<p>Preuves requises des certifications officielles HERMES du TÜV SÜD de 3 collaborateurs exactement, dont au moins 2 certificats HERMES Advanced Level. 1 certificat HERMES Foundation Level au plus peut être fourni.</p> <p>Les preuves de formation interne à l'entreprise ne sont pas acceptées.</p> <p>Les preuves sont valables pour une offre globale. Elles peuvent donc être fournies par le soumissionnaire et par ses sous-traitants. Les preuves relatives aux ST01, ST02 et CAp02 ne doivent pas forcément être fournies par les mêmes personnes de l'entreprise ou du sous-traitant.</p>
B06	Preuves des connaissances linguistiques CAp05	<p>Preuves des connaissances linguistiques requises pour 3 collaborateurs exactement.</p> <p>Les preuves sont valables pour une offre globale. Elles peuvent donc être fournies par le soumissionnaire et par ses sous-traitants.</p> <p>Les preuves relatives aux ST01, ST02 et CAp02 ne doivent pas forcément être fournies par les mêmes personnes de l'entreprise ou du sous-traitant.</p>
B07	Déclaration du soumissionnaire de la CA remplie, A06	<p>a) Déclaration du soumissionnaire de la CA</p> <ul style="list-style-type: none"> Le formulaire de la CA, en annexe du présent cahier des charges), dûment signé et rempli doit être joint au présent chapitre. <p>b) Preuve de l'égalité salariale</p> <ul style="list-style-type: none"> feuille «rtp_fazit» remplie et signée, ou contrôles par un organe étatique (attestation/certificat), ou analyses de l'égalité salariale par des tiers, à joindre ici. <p>La preuve de l'égalité salariale doit être fournie dans les 10 jours calendaires suivant la demande, après la remise de l'offre et avant l'adjudication. S'il le souhaite, le soumissionnaire peut remettre la preuve de l'égalité salariale (let. b) avec son offre.</p>
B08	Preuve système de gestion de la qualité, CAp10	<p>Une documentation claire ou un certificat doivent être joints au présent chapitre.</p>
B09	Conditions-cadres de l'offre	<p>Les éventuelles conditions-cadres de l'offre (délais, etc.), compte tenu des catalogues des exigences, doivent être jointes au présent chapitre.</p>
B10	Extraits du registre du commerce et du registre des poursuites, CAp01	<p>Les deux documents doivent être remis sur demande, après la remise de l'offre et avant l'adjudication. Les extraits ne doivent pas dater de plus de 3 mois au moment de l'adjudication. Le soumissionnaire peut remettre les deux extraits avec l'offre et les joindre au présent chapitre. Une photocopie suffit pour les extraits sur papier.</p>

Chapitre de l'offre	Désignation	Contenu
B11	Certificats GP, CAd03	<p>Preuves requises concernant SAFe, SCRUM et IPMA®.</p> <p>Les attestations de cours sont admises concernant les preuves SAFe et SCRUM pour autant qu'elles n'aient pas été délivrées par l'entreprise et que le cours ait duré au moins 2 jours. Les certifications officielles SAFe et SCRUM sont également admises comme preuves mais ne sont pas mieux évaluées que les attestations de cours.</p> <p>La certification IPMA® Level D n'est pas acceptée pour le rôle GQR, car celui-ci nécessite un certificat Level C au minimum. Seules les certifications officielles IPMA® sont reconnues comme preuves.</p>
B12	Divers	2 clés USB

Tableau 12: structure de l'offre

Pour le présent appel d'offres, le soumissionnaire reçoit des fichiers Microsoft Word (catalogues des exigences) qu'il devra compléter avec les indications requises. Il devra impérativement respecter les prescriptions suivantes :

1. logiciel requis : Microsoft Word
2. saisie des données : les fichiers remis au soumissionnaire sont en principe protégés. Seuls les champs de réponse peuvent être remplis.

Important : dans la mesure du possible, l'offre comprenant les annexes dûment remplies, sera réunie en 1 seul document en format PDF, non codé, et enregistrée sur les 2 clés USB. La structure des documents (par ex. chapitres) ne doit pas être modifiée.

8 Dispositions spéciales

Aucune disposition spéciale.

9 Aspects administratifs

9.1 Adjudicateur

9.1.1 Nom officiel et adresse de l'adjudicateur

Service demandeur

Chancellerie fédérale suisse (ChF)
Section Transformation numérique et gouvernance de l'informatique (TNI)
Schwarztorstasse 53
3003 Berne

Service d'achat / Organisateur

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL
Fellerstrasse 21
CH-3003 Berne

9.1.2 Adresse de dépôt des offres

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL
Service des appels d'offres
Projet (21098) 104 QRM-22
Fellerstrasse 21
CH-3003 Berne
Courriel: beschaffung.wto@bbl.admin.ch

9.1.3 Délai pour poser des questions par écrit

30.08.2021

Remarques:

Les questions portant sur le présent appel d'offres peuvent être posées de façon anonyme sur le forum de questions du site www.simap.ch.

Les questions posées après la date susmentionnée ne seront pas traitées.

Les soumissionnaires seront immédiatement avertis par courriel de la publication des réponses sur le site www.simap.ch.

9.1.4 Délai de clôture pour le dépôt des offres

22.09.2021

Prescriptions formelles:

L'offre complète (voir exigences au ch. 7.2) doit être remise à l'OFCL au plus tard le 22.09.2021 en 3 exemplaires (dont 1 sous forme papier et 2 sous forme électronique sur clé USB* **non codée**) à l'adresse indiquée au ch. 9.1.2.

* Clé USB: Veuillez noter que la clé USB doit contenir l'offre complète et que la version électronique des documents doit être identique à la version papier.

- a) Remise à la réception des marchandises de l'OFCL (par le soumissionnaire lui-même ou par un coursier):
l'offre doit être remise au plus tard à la date indiquée ci-dessus, durant les heures d'ouverture de la réception des marchandises (8 h - 12 h et 13 h - 16 h), contre un accusé de réception.
- b) Remise par voie postale:
le sceau postal ou le justificatif avec code-barres permettant d'assurer le suivi des envois d'un office de poste suisse ou étranger reconnu officiellement est déterminant pour la date de remise (l'affranchissement par une machine d'entreprise n'est pas reconnu comme sceau postal). En cas

d'envoi avec affranchissement WebStamp, le fardeau de la preuve de la remise en temps utile incombe au soumissionnaire.

- c) Remise à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse à l'étranger: les soumissionnaires étrangers peuvent remettre leur offre au plus tard à la date susmentionnée à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse dans leur pays, pendant les heures d'ouverture, contre un accusé de réception. Ils sont tenus d'envoyer ce dernier par courriel (à l'adresse indiquée au ch. 9.1.2) au plus tard à la date limite de dépôt des offres.

Le soumissionnaire doit s'assurer dans tous les cas qu'il possède une preuve du fait qu'il a remis sa offre dans les délais.

Les offres remises en retard ne seront pas prises en considération et seront renvoyées à leur expéditeur.

9.1.5 Genre d'adjudicateur

Confédération

9.1.6 Type de procédure

Procédure ouverte

9.1.7 Genre de marché

Marché de services

9.1.8 Le marché est-il soumis à l'accord GATT/OMC ou aux accords internationaux?

Oui

9.2 Objet du marché

9.2.1 Genre du marché de services

Traitement des données, activités apparentées
Achat

9.2.2 Lieu de la fourniture

Sites de l'administration fédérale en Suisse, sauf dispositions contraires prévues par les contrats spécifiques.

9.2.3 Durée du contrat

Selon ch. 9.2.7

9.2.4 Le marché est-il divisé en lots?

Non

9.2.5 Des variantes sont-elles admises?

Non

9.2.6 Des offres partielles sont-elles admises?

Non

9.2.7 Délai d'exécution

01.01.2022 - 31.12.2026

9.3 Conditions

9.3.1 Cautions / garanties

Aucune

9.3.2 Conditions de paiement

Le montant net de la facture électronique établie en bonne et due forme, en francs suisses et augmenté de la TVA, est payé dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture électronique.

Des renseignements sur la facturation électronique sont disponibles sur la page Internet suivante de l'administration fédérale: <http://www.e-rechnung.admin.ch/f/index.php>

9.3.3 Coûts à inclure dans le prix offert

Tous les prix doivent être indiqués en francs suisses, hors TVA. Les prix hors TVA incluent les assurances, les frais, les cotisations sociales etc.

9.3.4 Communautés de soumissionnaires

Non admises

9.3.5 Sous-traitance

La sous-traitance est admise. Si le soumissionnaire fait appel à des sous-traitants pour l'exécution des prestations, il assume la responsabilité générale du projet. Il indique les noms et les rôles de tous ses sous-traitants.

La prestation caractéristique doit en principe être fournie par le soumissionnaire.

9.3.6 Participation multiple de sous-traitants ou de communautés de soumissionnaires

La participation multiple de sous-traitants et la participation multiple de soumissionnaires à des communautés de soumissionnaires ne sont pas admises.

9.3.7 Rémunération prévue pour les offres / la présentation

Aucune rémunération n'est versée.

9.3.8 Langues des offres

Français, allemand ou italien

9.3.9 Validité de l'offre

180 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

9.3.10 Langue du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est disponible en allemand et en français. En cas de divergences entre les versions, la version allemande fait foi.

9.3.11 Langue de la procédure

La présente procédure d'adjudication est conduite en allemand. Cela signifie que toutes les communications du service adjudicateur sont faites au moins dans cette langue.

9.4 Autres informations

9.4.1 Conditions pour les pays n'ayant pas adhéré à l'accord de l'OMC

Aucune

9.4.2 Conditions générales

Sont applicables les conditions générales (CG) de la Confédération suivante:

- CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021).

Disponibles sous: [Conditions générales \(admin.ch\)](#)

9.4.3 Examen et rectification des offres

L'examen des offres s'effectue conformément à l'art. 38 LMP. La rectification des offres s'effectue exclusivement aux conditions et sur la base de l'art. 39 LMP, sur demande explicite de l'adjudicateur.

9.4.4 Maintien du secret

Les parties traitent de manière confidentielle tous les faits et informations qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. En cas de doute, elles traitent les faits et informations de manière confidentielle. Elles s'engagent à prendre toutes les mesures que l'on peut raisonnablement attendre d'elles du point de vue économique et toutes les mesures techniques et organisationnelles possibles pour protéger les faits et informations confidentiels contre l'accès et la prise de connaissance par des tiers non autorisés.

L'adjudicateur n'enfreint pas l'obligation de garder le secret lorsqu'il communique des informations confidentielles au sein de son propre groupe de sociétés (ou au sein de l'administration fédérale) ou aux tiers auxquels il fait appel. Il en va de même pour le soumissionnaire lorsque la transmission d'informations confidentielles est nécessaire à l'exécution du contrat ou lorsque des dispositions du contrat sont communiquées au sein de son propre groupe de sociétés.

Sans autorisation écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire ne peut se prévaloir d'une collaboration en cours ou achevée avec l'adjudicateur, pas plus qu'il ne peut indiquer celui-ci comme référence.

Les parties imposent l'obligation de garder le secret à leurs collaborateurs, à leurs sous-traitants, à leurs fournisseurs et aux autres tiers auxquels elles font appel.

9.4.5 Clause d'intégrité

Le soumissionnaire et l'adjudicateur s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption. Ils s'abstiennent en particulier d'offrir ou d'accepter de l'argent ou tout autre avantage.

En cas de manquement à cette clause, le soumissionnaire doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Le montant de cette peine s'élève à 10 % de la valeur du contrat, mais à 3000 francs au moins par infraction.

Le soumissionnaire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne en principe la révocation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat par l'adjudicateur pour juste motif.

9.4.6 Autres indications

L'acquisition se fera sous réserve de la maturité du projet et de la disponibilité des crédits.

L'adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations faisant l'objet du présent appel d'offres au profit d'autres services demandeurs de l'administration fédérale et de commander tout ou partie des prestations faisant l'objet des options ou de renoncer entièrement à ces dernières.

Dans le cas concret, un concours est organisé entre les adjudicataires. Au total, il sera commandé au plus le montant total maximal publié dans l'appel d'offres.

10 Annexes

10.1 Annexes référencées (A01 à A08)

N°	Titre	À remplir par le soumissionnaire	À titre d'information
A01	Catalogue d'exigences CP/CAP/ST	x	
A02	Catalogue d'exigences CAd	x	
A03	Formulaire de références	x	
A04	Conditions générales de la Confédération pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)		x
A05	Modèle de contrat-cadre		x
A06	Déclaration du soumissionnaire de la CA	x	
A07	Structure de l'offre		x
A08	Tableau du Système suisse de formation		x

Tableau 13 : aperçu des annexes référencées